

Intenses tractations pour le poste de président de l'APN

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5419 - Jeudi 8 juillet 2021 - Prix : 10 DA

585 nouveaux cas et 11 décès en 24 heures

Virus : les contaminations se rapprochent des 600

Page 2

Après Khenchela, la wilaya de Tipasa en proie aux flammes

Les feux de forêt font craindre un été de cendres

Page 3

La relance sans réveiller l'hydre inflationniste

Par Mohamed Habili

On pourrait voir dans le fait que l'Opep+ n'ait pu tenir sa réunion de lundi dernier, qui plus est après deux précédents ajournements, une illustration de la difficulté qu'il y a aujourd'hui pour les principaux acteurs de l'économie mondiale de tenir la bride haute aux tensions inflationnistes, à l'œuvre dans un contexte de sortie progressive de la crise sanitaire. Le but de la réunion était en effet de s'entendre sur une augmentation maîtrisée de la production à mettre en œuvre tout au long de la deuxième moitié de l'année en cours, et cela dans le but premier, ce qui n'arrive pas souvent, d'empêcher l'envolée des prix. D'habitude quand des producteurs quels qu'ils soient se concertent, c'est au contraire pour décider d'une diminution de la production, seul moyen de contrer un effondrement des prix se profilant à l'horizon immédiat. En l'espèce, le report ne tient pas à un désaccord profond sur le niveau global de la hausse à pratiquer mais uniquement sur la part supplémentaire revenant à l'une des parties prenantes, à savoir les Emirats arabes unis, dont les capacités ont augmenté depuis le dernier accord de baisse, un fait non encore pris en compte dans l'attribution des quotas de production. La difficulté à surmonter ne semble pas de ce fait particulièrement ardue. Elle le serait bien plus si au lieu d'un seul membre mécontent de son lot, il y avait plusieurs pour soulever le même type de revendication.

Suite en page 3

Lamamra de retour, Zeghmati non reconduit

Le président Tebboune nomme les membres gouvernement Benabderrahmane



PH/D. R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a nommé, hier, les membres du nouveau gouvernement que dirige le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. M. Benabderrahmane gardera le poste de ministre des Finances, qu'il occupait avant sa désignation à la tête du gouvernement.

Page 3

Rebond des cas de contamination

Le Pr Mahyaoui : «Tous les variants du virus sont entrés dans notre pays»

Page 2

Malaises sur une plage de Ténès

A l'origine, du chlore désinfectant déversé en mer par la commune...

Page 16

Aujourd'hui, première séance de la 9^{ème} législature

Intenses tractations pour le poste de président de l'APN

■ C'est aujourd'hui que le président de l'Assemblée populaire nationale, issue des élections du 12 juin dernier, sera élu. Le suspense est total et les tractations n'ont cessé entre les parties intéressées par le poste de troisième homme de l'Etat.

Par Aomar Fekrache

L'Assemblée tiendra la première séance de la 9^{ème} législature, aujourd'hui, sous la présidence du plus âgé des députés élus, assisté des deux plus jeunes députés élus, a indiqué mardi un communiqué de l'APN. L'ordre du jour de cette séance comprendra «l'appel des candidats élus suivant la liste remise par le Conseil constitutionnel ainsi que la formation de la Commission de validation de qualité de membre avant l'approbation de son rapport et l'élection du président de l'APN», a précisé la même source. Des chefs de partis se sont réunis ces dernières heures avec leurs élus et des consignes de vote ont été données. Certains d'entre eux sont concernés par la présidence de la chambre basse, alors que d'autres viennent en appui à des candidats dans le cadre d'alliances politiques. Les derniers échos font état de candidats issus des indépendants, du FLN et du parti El Moustakbal. Ces trois entités ont exprimé leur soutien au président de la République et devraient s'entendre sur un seul candidat, auquel ils apporteront leur appui. Aussi, l'on signale que le MSP présentera, lui aussi, son propre candidat, qui devrait

concurrencer celui des partis formant la majorité présidentielle. Ainsi, contrairement aux législatures précédentes, cette fois-ci, l'on ignore le nom du prochain président de l'APN et on devra attendre la fin de l'opération de vote pour le connaître. Autre spécificité à signaler, est que trois groupes parlementaires, avec un point en commun, à savoir leur soutien au président de la République, partagent l'ambition d'accéder à ce poste. L'on apprend que des consultations entre différents partis ont été déjà effectuées avec d'autres formations représentées à l'APN. Aussi, des réunions partisans ont été organisées pour donner les dernières instructions avant la séance d'aujourd'hui. Le SG du FLN, Abou El Fadh Baâdji, s'est réuni hier avec les nouveaux députés. Il devait désigner le président du groupe parlementaire et autres postes organiques. Le SG du RND, Tayeb Zitouni, s'est réuni, lui aussi, avec les élus du parti à la chambre basse du Parlement. Le choix du candidat à soutenir était à l'ordre du jour, cela d'autant que ce parti n'est pas intéressé par le poste. Zitouni avait déjà déclaré que sa formation politique va s'allier à un parti nationaliste. Pour sa part, le président du parti El Moustakbal,



Abdelaziz Belaïd, s'est réuni, hier, avec les nouveaux députés. L'on apprend que ce parti a opéré un véritable forcing afin d'arracher la présidence de l'Assemblée. On croit savoir que El Moustakbal va présenter son député d'Alger, Fatah Boutebik, pour la présidence de l'APN. Et dans cette perspective, il s'est déjà concerté avec différents groupes parlementaires dont le mouvement El Bina pour d'éventuelles alliances politiques. Cette dernière ne compte pas présenter de candidats et devrait ainsi

être très courtisée par les autres partis. De son côté, le MSP, qui ne participera pas au gouvernement et qui devrait se mettre

dans l'opposition, s'est à son tour, rapproché d'autres partis en quête d'alliances.

A. F.

585 nouveaux cas et 11 décès en 24 heures

Virus : les contaminations se rapprochent des 600

L'ALGÉRIE a enregistré 11 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus que le bilan d'hier (10), portant à 3 786 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une forte hausse, avec 585 cas, soit 104 cas de plus par rapport au bilan d'hier (481), pour atteindre, au total, 143 032 cas confirmés.

R. N.

Rebond des cas de contamination

Le Pr Mahyaoui : «Tous les variants du virus sont entrés dans notre pays»

De plus en plus de professionnels de santé alertent sur une troisième vague de coronavirus. Le Pr Riad Mahyaoui, tire la sonnette d'alarme et appelle à réagir vite, «avant qu'il ne soit trop tard».

Alors que le nombre de cas de contaminations au coronavirus reste au-dessus des 500 cas, la situation épidémiologique inquiète particulièrement les spécialistes. Avec les vacances d'été et les rassemblements festifs, le pire est à craindre. Si les choses ne sont pas prises en main sérieusement, la situation risque de s'aggraver et on s'acheminera fatalement vers l'augmentation du taux de nouveaux cas, alertent les spécialistes. Cette hausse est due au relâchement de la vigilance observé partout. Cet état de fait réunit tous les ingrédients de l'aggravation de la situation, d'où la circulation des variants du virus en Algérie. La recrudescence des contaminations au coronavirus est «vraiment alarmante et inquiétante», déclare le Pr Riad Mahyaoui, membre du Comité scientifique chargé du suivi et de l'évolution de l'épidémie. «La sonnette d'alarme doit être tirée et arrêtée cette troisième vague en amont

avant qu'elle ne devienne catastrophique», a-t-il exhorté, ajoutant qu'il faut agir et réagir vite avant qu'il ne soit trop tard. Selon lui, c'est le même scénario qui se répète. Il rappelle que l'année dernière, à la même période, il y a eu une pression énorme sur les lits dans les hôpitaux, sur l'oxygène et surtout sur le personnel de la santé qui a été affaibli, touché et affecté avec beaucoup de décès. «C'est le temps de la remobilisation», dit-il, ajoutant : «On revient à la même configura-

tion. On essaie de se remobiliser afin de donner à tous les citoyens algériens le droit d'être hospitalisés». Face cette situation alarmante, le Pr Riad Mahyaoui estime qu'il faut retourner aux mesures de confinement tel que cela avait été appliqué au début de la pandémie si on continue à négliger le respect des gestes préventifs. Invité de la rédaction de la chaîne III, il estime également que les visites doivent être interdites dans les hôpitaux, vu qu'ils sont devenus un lieu de

contamination. Dans ce contexte, il affirme que plus de 44 000 personnes ont été infectées, entre janvier et février 2021, dont 26 839 sont venues se faire traiter pour une autre pathologie et se sont retrouvées infectées du Covid-19. «Il y a même des visiteurs qui ont été contaminés donc, réellement, l'hôpital est devenu un lieu où on se contamine. Le coronavirus est, aujourd'hui, la première maladie nosocomiale», regrette-t-il. Affirmant qu'il est certain que tous les

variants du virus sont entrés dans notre pays, le Pr Riad Mahyaoui explique que les symptômes classiques du virus ont complètement changé et qu'il est très difficile de les détecter, compte tenu du manque de capacités disponibles. Pour faire face à cette nouvelle vague de contamination, il appelle les gens à se faire vacciner, en assurant que le vaccin est le seul moyen pour vaincre le Covid-19 et retourner à la vie normale.

Louisa Ait Ramdane

France

Appel à une vaccination «massive» face au «risque d'une 4^{ème} vague rapide»

Le gouvernement français a de nouveau appelé mercredi à une «vaccination massive» contre le Covid-19, qui est «la carte maîtresse» pour faire face au «risque d'une quatrième vague rapide» avec la hausse du variant Delta.

A l'issue du Conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, a annoncé la tenue d'un nouveau Conseil de défense sanitaire dès lundi, qui devrait examiner une éventuelle vaccination obligatoire pour certaines professions, de

possibles restrictions aux frontières et la possibilité d'une extension du pass-sanitaire.

En attendant, le gouvernement n'a annoncé aucune nouvelle mesure au cours du Conseil de défense sanitaire qui s'est tenu dans la matinée.

Le variant Delta, qui est «redoutable et extrêmement rapide, représente plus de 40% des contaminations» en France, a indiqué Attal.

«11 régions voient leur taux d'incidence augmenter, avec des dynamiques épidémiques parti-

culièrement fortes en Provence Alpes Côte d'Azur (sud) ou en Ile-de-France», la région autour de Paris, a-t-il ajouté.

Outre ces deux régions touristiques, la situation se détériore aussi rapidement à La Réunion ou en Martinique en outre-mer. Face à cette reprise du virus, «la vaccination est notre carte maîtresse pour sortir du tunnel», a répété le porte-parole, pour qui «la France n'est pas un pays anti-vaccins», mais compte beaucoup de personnes qui disent : «j'attends» pour se faire vacciner.

Pour lui, «l'heure est à la mobilisation générale pour la vaccination massive».

Santé publique France a dénombré, mardi, 3 585 cas confirmés en 24h, le chiffre quotidien le plus élevé depuis le 12 juin. Près de 35 millions de personnes ont reçu au moins une dose de vaccin (soit 51,8% de la population totale) et 25,3 millions ont un schéma vaccinal complet (37,6% de la population), a indiqué la direction générale de la santé.

L. R.

Lamamra de retour, Zeghmati non reconduit

LA QUESTION DU JOUR

La relance sans réveiller l'hydre inflationniste

Suite de la page une

I l n'en reste pas moins que se résoudre à un report, c'est prendre le risque de donner un mauvais signal à un marché toujours prompt à supposer le pire, à plus forte raison si aucune date n'a été annoncée pour la tenue de la réunion avortée. Si en tout premier lieu il s'agissait pour l'Opep+ en tenant cette dernière de s'inscrire en faux contre un choc pétrolier du même ordre que ceux qui lui avaient été imputés dans le passé, il ne fallait pas hésiter, il fallait donner droit aux doléances des Emirats, d'autant qu'elles étaient les seules du genre. Un accord même mauvais, c'est toujours mieux qu'un report au jour d'aujourd'hui. Si les marchés réagissaient nettement à la hausse, elle aurait été pour quelque chose. C'est que dans le court terme, il ne fait pas de doute que les pressions travaillent à la hausse, encore que ce ne soit pas de façon égale partout dans le monde. Elles sont plus marquées là où la relance (ou plus exactement la «réouverture» économique, cette relance faisant suite à une réduction drastique de l'activité pour cause de pandémie) est la plus dynamique. Nulle part elle ne l'est autant qu'aux Etats-Unis, le pays occidental aujourd'hui le plus près de retrouver son niveau d'activité d'avant la crise sanitaire. Il se trouve que les tensions inflationnistes y sont aussi les plus fortes. L'inflation y a dépassé les 4%, alors que rien n'était parvenu sur une décennie à la hisser au niveau souhaité des 2%. Sa réapparition est en débat, aux Etats-Unis bien sûr, mais également ailleurs. Est-elle revenue pour croître et s'installer dans la durée, créant du même coup les conditions d'une nouvelle ère économique, ou bien est-elle appelée à s'effacer de nouveau, dès lors que les goulots d'étranglement dans la chaîne de production mondiale induits par la pandémie se seront distendus, donnant lieu aux désengorgements nécessaires ? On connaît la réponse de la Fed à cette question. Elle a été réaffirmée tout récemment, lors de la conférence de presse d'il y a deux semaines de son président, Jerome Powell. Pour elle, si l'inflation sévit bel et bien de nouveau, et à une cadence à quoi elle-même ne s'attendait pas, il n'en reste pas moins qu'elle est conjoncturelle, c'est-à-dire étroitement liée aux aléas du retour à l'état d'avant la pandémie. **M. H.**

Le président Tebboune nomme les membres gouvernement Benabderrahmane

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a nommé, hier, les membres du nouveau gouvernement que dirige le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. M. Benabderrahmane gardera le poste de ministre des Finances, qu'il occupait avant sa désignation à la tête du gouvernement.



Par Aomar Fekrache

Principale surprise, Ramtane Lamamra, fera son grand retour à l'exécutif. Il remplacera Sabri Boukadoum à la tête du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. Compte tenu des multiples enjeux géostratégiques auxquels fait face le pays, ce département aura grand besoin de la longue expérience diplomatique de Lamamra. Autre changement à signaler, celui de Belkacem Zeghmati qui cède sa place à Abderrachid Tebbi au ministère de la justice. De nombreux ministres ont été mainte-

nus. Des technocrates auront la charge de plusieurs secteurs, malgré le caractère politique de l'exécutif, formé suite à des consultations avec les partis politiques, ayant obtenu le plus de sièges aux dernières élections législatives. Ainsi, Kamel Beldjoud a été maintenu en tant que ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire. Le ministère de l'Energie et des mines continuera à être dirigé par Mohamed Arkab. Ce secteur est d'une importance capitale, compte tenu de la conjoncture actuelle et ses retombées sur le marché des hydrocarbures.

Mieux, le président de la République a donné récemment instruction pour l'exploitation du domaine minier et des grands projets en cours de réalisation, avec comme principal objectif de créer de l'emploi et renflouer les caisses de l'Etat en devises. L'autre ministre maintenu et duquel beaucoup est attendu, n'est autre que celui de l'Habitat. Mohamed Tarek Belaribi, enfant du secteur, a été reconduit avec pour mission de mener à bon port les multiples projets de logement et concrétiser le programme du Président. L'on note aussi, le maintien de Kamel Rezig au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Nasri, au ministère des Travaux publics, Abderrahmane Benbouzid, dans le secteur de la Santé. Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed, est reconduit au ministère de l'industrie pharmaceutique et Ammar Belhimer au ministère de la Communication. L'on relève par ailleurs l'arrivée de nouveaux ministres tels que Ben Attou Ziane, à la Transition énergétique et des Energies renouvelables, en remplacement de Chems Eddine Chitour. Laïd Rebigua est le nouveau ministre des Moudjahidine et des Ayants-

droits, Abdelhakim Belabed est à l'Education nationale, Abderezak Sebgag, ministre de la Jeunesse et des Sports, Hocine Charhabil, ministre de la Numérisation et des Statistiques, alors que Karim Bibi Triki est le nouveau ministre de la Poste et des Télécommunications. Il est également à noter la désignation de Ahmed Zeghdar à la tête du ministère de l'Industrie alors que Karim Hasni est le nouveau ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, notion ajoutée à la dénomination du secteur pour y injecter le caractère très sensible. Aïssa Bekkaï est nommé aux Transports, alors que Basma Azouar, issue du parti El Moustakbal, a été reconduite au poste de ministre des Relations avec le Parlement. Par ailleurs, Nassim Dhiafat et Yacine El-Mahdi Walid ont été maintenus, respectivement, au ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro Entreprise, et au ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des startups. Ce qui dénote le grand intérêt accordé à ces deux secteurs. Enfin, Yahia Boukhari est le Secrétaire général du Gouvernement. **A. F.**

Après Khenchela, la wilaya de Tipasa en proie aux flammes
Les feux de forêt font craindre un été de cendres

Ces derniers jours, le pays est devenu le théâtre de terribles incendies. Alors que l'été ne fait que commencer, le feu a ravagé des centaines d'hectares de forêts et de vastes zones de couvert végétal. Le bilan devrait s'alourdir dans les prochains jours. Après la wilaya de Khenchela, un autre feu de forêt s'est déclenché dans la forêt du Chenoua dans la wilaya de Tipasa. L'incendie s'est propagé dans la nuit en raison du vent et de la canicule.

Depuis le début de ce mois, les services concernés se livrent à une bataille contre ce fléau dévastateur. Un véritable désastre écologique avec les milliers d'arbres forestiers et fruitiers, les immenses superficies de maquis et de broussailles dont il ne reste que des cendres virevoltant au gré du vent. Tout s'est déroulé en quelques jours seulement. Fort heureusement, aucune perte humaine n'a été enregistrée. Jeter un mégot de cigarette allumé aux abords d'une forêt, une bouteille en verre qui peut faire l'effet d'une loupe, allumer un feu... autant de facteurs qui font que le facteur humain reste de loin le premier responsable des incidents. L'année dernière, plusieurs pyromanes

avaient été arrêtés par les autorités à la suite de feux de forêts. Dans ce sens, les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Khenchela ont arrêté trois individus suspectés d'être impliqués dans le déclenchement des incendies de forêts de Ain Mimoun dans la commune de Tamza, selon le Groupement territorial de ce corps de sécurité. Les éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté des suspects, âgés entre 18 et 55 ans, à proximité des forêts de Bir Ousfane et Ain Mimoun à Tamza, soupçonnés d'être à l'origine du déclenchement du feu dans les forêts de Ain Mimoun, a fait savoir la même source. Selon cette dernière, l'enquête menée par les services concernés se poursuit avec les suspects au sujet des accusations portées à leur encontre. La même source a également souligné que les éléments de la Gendarmerie nationale sont toujours sur les lieux des incendies qui a ravagé de vastes surfaces du couvert forestier afin de poursuivre les investigations et les recherches, en vue de déterminer leurs causes exactes et arrêter les suspects impliqués dans cet acte criminel. Intervenant sur les ondes de la

Radio nationale, le capitaine Mourad Youfi, chargé de la communication à la direction générale de la Protection civile a indiqué que plus de 1 500 ha de forêts ont été ravagés par le feu suite aux incendies qui se sont déclarés, depuis 48 h, dans la wilaya de Khenchela. L'invité a précisé que des moyens humains (plus de 500 agents) et matériels (49 engins d'incendies) ont été mobilisés pour éteindre ces feux et protéger les vies des citoyens et leurs biens.

Des unités de l'ANP en renfort à Tamza et Chélia

Des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) sont intervenues, hier matin, pour l'ouverture des pistes à l'intérieur des forêts de Tamza et Chélia dans la wilaya de Khenchela, afin de faciliter l'opération d'extinction des feux, a-t-on appris auprès de la cellule de crise installée dans la région de Bir Ousfane à Ain Mimoun. Selon la même source, des engins de l'Armée nationale populaire se sont dirigés tôt ce matin vers les régions de Touaguet dans la commune de Tamza et Kamouda dans la commune de Chélia pour ouvrir les chemins forestiers et scinder la

forêt en plusieurs parties afin de faciliter l'opération d'extinction des feux menée par les éléments de la Conservation des forêts et de la Protection civile. La même source a ajouté que l'ouverture des pistes forestières, assurée par des membres de l'ANP est toujours en cours alors que les flammes se propagent dans les régions d'Issoumer, Ain Arbit Tefeghaline et Touaguet dans la commune de Tamza, Boudarfine à Bouhama et Boukhacha, Tatmine et Kamouda dans la commune de Chélia. Venant en appui aux efforts déployés pour éteindre l'incendie qui s'est déclaré dans les forêts d'Ain Mimoun et Kamouda, la colonne mobile de lutte contre les feux de forêts et les récoltes agricoles de la wilaya de Tébessa a rejoint ce matin, le centre de commandement de la direction générale de la Protection civile, sous la supervision du directeur de wilaya de la Protection civile, le lieutenant-colonel Sadek Derouat. Composée de 13 camions anti-incendie de différents types, deux véhicules de transmission, une ambulance ainsi que 51 éléments de la Protection civile, tous grades confondus, la colonne mobile de Tébessa devra prêter main forte, entre autres, aux

colonnes mobiles venues de huit wilayas, à pied d'œuvre pour circonscrire les flammes. La même source a affirmé que les opérations de lutte contre les incendies dans les forêts des communes de Tamza, Chélia et Bouhama se poursuivent pour le quatrième jour consécutif, mobilisant 612 éléments de la Protection civile de divers grades, 140 agents forestiers, 100 agents de l'Entreprise régionale de génie rural Aurès, des centaines de citoyens volontaires, ainsi que 140 camions et engins anti-incendie afin de maîtriser la situation et éviter la propagation des flammes vers les forêts voisines. **Mariam Benchaouia**

Ghardaïa

Les m'naguer font leur apparition sur les étals

Les premières dattes précoces de la saison connues sous l'appellation de m'naguer ont fait une timide apparition sur les étals de quelques marchands de fruits et légumes de Ghardaïa en ce début du mois de juillet, a-t-on constaté.

Par Hacine H.

Fraîchement cueillie dans les palmeraies de la région du Tidikelt (In Salah, In Ghar et Aoulef), cette variété de dattes précoces appelée m'naguer est proposée dans la capitale du M'Zab à des prix oscillant entre 700 et 800 DA le kilogramme, selon le goût et le calibre du fruit.

Parfumée et légèrement mielleuse aux reflets mordorés à moitié mûre et moitié âpre encore jaunâtre, charnues avec plissement, cette datte précoce est récoltée de manière traditionnelle par grappillage, une méthode qui consiste à ne cueillir du régime que les dattes arrivées à maturation, a expliqué Bachir Hanichi, un commerçant de fruits et légumes à Ghardaïa.

La qualité gustative de ces dattes de la région du Tidikelt et sa précocité par rapport à la production d'autres régions ont rendu cette variété de datte très populaire et fortement appréciée par la population du Sud, souligne Hanichi, avant d'ajouter que pour cette année, la production a été altérée par l'excès des chaleurs et les tempêtes de sable enregistrées ces derniers jours ainsi que par l'infestation du boufaroua.

Dans les palmeraies vieillissantes du Tidikelt, les phœniciculteurs ne cachent pas leur inquiétude suite à l'infestation des régimes de dattes par les vers de boufaroua et l'espoir d'une bonne cueillette de M'naguer s'amenuise avec la persistance d'un climat sec et caniculaire, a-t-il fait remarquer.

Les répercussions du Boufaroua et du climat chaud sont négatives spécialement pour la qualité et la quantité de la datte cueillie, a-t-il indiqué, relevant l'absence d'une main-d'œuvre (grimpeur de palmier) en cette période d'été.

«Il est urgent de réfléchir à des mesures de lutte et de traitement contre le boufaroua, en tenant compte des spécificités climatiques de chaque région du Sud pour atténuer la baisse

attendue des rendements de la datte précoce m'naguer qui a une valeur commerciale très importante pour les agriculteurs de la région», a indiqué, de son côté, à l'APS, B. Mouloud, ingénieur agronome spécialisé dans les cultures oasisiennes.

Encourager le rajeunissement des palmeraies

Pour valoriser cette variété de dattes précoces, il est impératif de la labelliser et lui frayer un chemin sur le marché national et permettre aux agriculteurs de la région d'In Salah un revenu conséquent, estime l'agronome.

«Il faut encourager le rajeunissement des palmeraies et l'amélioration des variétés de dattes adaptées au climat de la région, et procéder à des soins phytosanitaires des palmiers bien avant les autres régions, en plus d'encourager les jeunes au travail de la terre», a-t-il préconisé.

C'est les membres de la famille, aidés par les voisins, dans le cadre de la touisa (travail en groupe), qui grappillent avec soin et précaution les dattes mûres, tôt le matin ou en fin d'après-midi, pour échapper aux grandes chaleurs de la journée,



PH/D. R.

a-t-il expliqué.

Le m'naguer, cette datte précocité très prisée, a la particularité de ne pas se conserver longtemps et se gâte rapidement. Elle doit être consommée au plus tard trois jours après sa cueillette, indique-t-on.

Cette variété de dattes du Tidikelt est acheminée vers la

région de Ghardaïa sur commande par petites quantités, a soutenu un commerçant occasionnel de dattes.

L'apparition sur le marché de ce fruit attire en général des foules de consommateurs et de curieux et constitue la meilleure offrande que l'on fait à une personne très chère en cette période

de estivale dans la région de Ghardaïa.

Proposée à la vente dans des barquettes en carton ou en plastique biodégradable, les consommateurs se précipitent pour acheter une petite quantité en guise de «fell», augure d'une saison faste et «sucrée», dit-on.

H. H.

Béjaïa

1 602 foyers raccordés au gaz naturel

Pas moins de 1 602 foyers ont été raccordés au réseau du gaz naturel dans la commune d'Aït R'zine (daïra d'Ighil Ali) à l'occasion du 59^{ème} anniversaire de la Fête de l'indépendance, de la jeunesse et du recouvrement de la souveraineté nationale. Le réseau a été mis en service par le wali en compagnie des autorités locales, notamment les autorités municipales au profit de 10 villages relevant de la commune. «Toutes les dispositions ont été prises par les communes afin de lancer tous les ateliers et programmes de raccordement au gaz naturel au niveau de la

wilaya et le taux de raccordement de la wilaya va nettement augmenter dans les mois prochains», a indiqué le wali, selon la cellule de communication de la wilaya. «Plus de 1 100 foyers seront raccordés dans un mois», a déclaré le maire, Abderrazak Laâgab, lors de la mise en service du réseau. Et d'ajouter : «Le raccordement du chef-lieu d'Aït R'zine (Guendouz) et le village Wizrane est acquis et l'entreprise est déjà retenue», a fait savoir le même responsable, ajoutant que «la commune sera alimentée à 100%». Le village laâmrone est également concerné. Le plan sera communiqué à la wilaya à

cet effet. «Plus de 1 000 foyers bénéficieront aussi du gaz naturel; une liste est en préparation et sera envoyée à la wilaya», selon toujours l'édile communale. Notons également qu'une opération de distribution de logements et de remise des clés de logements, tous types confondus, a eu lieu dans plusieurs communes de la wilaya à l'occasion du 59^{ème} anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale. Elle a touché les municipalités de Darguina, Beni M'likèche, Draâ El Gaïd, Melbou, Tizi N'berber, Aokas, Akfadou Sidi Aïch, Feraoune, Barbacha et Semaoune. Ce sont 736 loge-

ments dont 590 logements publics locatifs, 126 promotionnel aidé et 20 aides aux logements Fonai qui ont été attribués. L'opération devrait se poursuivre dans les prochaines semaines et se fera au fur et à mesure et concernera les communes d'Ouzellaguen, Tazmalt, Béjaïa, Kherrata, Amizour, Oued Ghir, Souk El Tennine et Akbou. Ce sont au total 3 058 unités de logements de différents types qui seront attribués dans les prochaines semaines à mesure que les conclusions des enquêtes soient rendues et bouclées et les recours soient étudiés.

H. Cherfa

Mostaganem

L'investissement une utopie et le chômage une fatalité

Une grande partie du territoire Est de la wilaya de Mostaganem qu'est le Dahra recèle d'un potentiel naturel et humain exceptionnel. Un capital naturel inestimable, de très belles plages, des espaces féériques, de l'agriculture florissante et un patrimoine forestier extraordinaire, des capacités humaines prodigieuses, mais l'intelligence des élus et des autorités de la région ont failli à une mission capitale...celle de promouvoir l'investissement dans la région. La wilaya de Mostaganem aurait besoin d'un équilibre économique par la planification afin

de se permettre un standing régional. L'investissement en industrie de transformation, en petites et moyennes entreprises aiderait une pondération socio-économique, créerait des richesses et de l'emploi. Dans la région du Dahra, il y a des capacités intellectuelles en attente de servir et de faire valoir leurs compétences. Avec l'investissement industriel mesuré ce potentiel sera protégé des fléaux tragiques desquels sont victimes les jeunes. Tous se posent la question récurrente «pourquoi il n'y a pas d'industrie sur le territoire du Dahra ?». Cette région de la

wilaya peine à développer une économie, car elle n'a jamais fait l'objet d'une planification quelconque. De la limite du chef-lieu de la wilaya jusqu'à la frontière avec Ténès, c'est le désert en matière d'investissement. Comme personne ne détient les statistiques du chômage dans cette région, on peut continuer, d'une manière irresponsable, à ignorer la précarité, la malvie et toutes les conséquences qui en découlent. Les centres d'enseignement et de formation professionnels, la masse de diplômés universitaires, et les jeunes se trouvent trop loin des zones d'activités industrielles

installées à l'extrême ouest de la wilaya. Les élus de l'APW provenant du Dahra sont en nombre plus que suffisant, mais ils ne se sont jamais préoccupés de leurs électeurs dans ce contexte précis. Etre élu du Dahra c'est surtout pour soigner son image et refaire un mandat est donc une tradition bien ancrée chez beaucoup d'entre eux. On n'a pas investi et on ne voit pas non plus des perspectives d'investissement, on a même abandonné des ZAC pour laisser s'installer, fâcheusement, des fléaux sociaux inéluctablement périlleux. Le drame de l'émigration clandestine, le banditis-

me, le narcotrafic et la délinquance exponentielle nous interpellent pour agir et mettre en place la réflexion...surtout la réflexion. Les dispositifs de promotion de l'emploi soit l'Anade, la Cnac, et les CDR et les incubateurs devront aussi s'intéresser aux jeunes de cette région de la wilaya. Il est aujourd'hui impératif que les habitants du Dahra retrouvent l'équilibre économique pour un bonheur minimum garanti. Le nombre de jeunes engagés comme soldats de 1^{ère} classe ou sous-officiers éclairera notre analyse.

Lotfi Abdelmadjid

En vue de promouvoir les exportations hors hydrocarbures

Renforcer les mécanismes d'accompagnement des opérateurs économiques

■ Le directeur général des Douanes, Nouredine Khaldi, a mis l'accent à Illizi, sur le renforcement des mécanismes d'accompagnement douanier au profit des opérateurs économiques, en vue d'impulser les échanges commerciaux et de promouvoir les exportations hors hydrocarbures.



Nouredine Khaldi, directeur général des Douanes

Par Farid M.

En tant que partenaire essentiel dans la protection et le développement de l'économie nationale, les services douaniers sont mobilisés pour assurer un accompagnement efficace aux exportateurs et autres opérateurs économiques, notamment dans le sud du pays, à travers la mise en place de mécanismes de facilitation et de simplification

des procédures douanières dans les domaines de l'import-export, a affirmé M. Khaldi.

S'exprimant lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques locaux, à l'entame d'une visite de travail dans la wilaya, le DG des Douanes a précisé que cet accompagnement est au centre de la stratégie de l'administration douanière. Une stratégie visant, a-t-il dit, à se projeter vers un développement durable et à concrétiser la

relance économique, à la faveur de mécanismes et de facilitations prévus dans la Loi de finances 2021 avec l'objectif d'améliorer la compétitivité des produits algériens sur les marchés extérieurs.

Et d'ajouter «la phase de relance économique implique la fédération des efforts de l'ensemble des intervenants sur la sphère économique, que ce soit l'administration, les opérateurs économiques ou les partenaires

professionnels, en vue d'arrêter une stratégie efficace qui tienne compte de l'ensemble des volets et à travers laquelle la Douane accompagnera les opérateurs économiques via des mécanismes numérisés et des facilitations encadrées par le régime douanier».

De son côté, le directeur de la législation, de l'organisation et des régimes douaniers à la direction générale des Douanes, Adel Habsa, a évoqué les différentes phases d'accompagnement des exportateurs ainsi que les facilités douanières accordées aux opérateurs économiques agréés.

Il a cité notamment la mise en place de cellules d'orientation et d'accompagnement des exportateurs au niveau des services extérieurs des Douanes, la possibilité d'organisation de guichets logistiques uniques au niveau local, et la possibilité d'enclencher les procédures de déclaration douanière sans présentation préalable de la marchandise aux bureaux des Douanes.

La rencontre a été, par ailleurs, l'occasion pour les opérateurs économiques et les exportateurs de soulever leurs préoccupations qui se sont arti-

culées autour de la recherche de solutions urgentes pour la création d'une zone franche et de la mise en place de facilitations des procédures financières et bancaires aux opérateurs dans cette région frontalière.

Nouredine Khaldi a ensuite inauguré le nouveau siège de la direction régionale des Douanes d'Illizi et le siège administratif de la brigade polyvalente, où il a mis en avant l'importance de ces structures douanières dans cette wilaya frontalière, pour l'amélioration du déploiement opérationnel des agents douaniers.

Le DG des Douanes a poursuivi hier sa visite de travail dans la wilaya d'Illizi par l'inspection du poste frontalier terrestre de Debdeb ainsi que du projet de siège de l'inspection divisionnaire des Douanes d'In Aménas.

F. M.

Zone euro
La Commission européenne prévoit une croissance de 4,8% en 2021

La Commission européenne a revu en hausse hier sa prévision de croissance du PIB pour la zone euro en 2021 à 4,8%, soit +0,5 point par rapport à sa dernière estimation, et table désormais sur +4,5% en 2022 (+0,1), selon un communiqué. L'économie européenne devrait rebondir plus vite que prévu grâce à l'amélioration de la situation sanitaire et une levée rapide des restrictions mises en place pour contrôler la pandémie, estime Bruxelles. L'exécutif européen prévoit, cette année et l'an prochain, pour l'ensemble des pays de l'UE exactement les mêmes taux de croissance que dans les 19 pays partageant la monnaie unique.

Après un plongeon record l'an dernier (-6,5% en zone euro, -6% dans l'UE), sous l'effet notamment du confinement strict imposé au printemps 2020 pour endiguer la pandémie de Covid-19, l'Europe va connaître un redressement non moins record. L'économie de l'UE devrait enregistrer sa plus forte croissance depuis des décennies», a déclaré Paolo Gentiloni, commissaire européen à l'Economie. Il a souligné que la révision à la hausse par rapport aux prévisions de printemps était «la plus forte en plus de 10 ans». Si ces chiffres se confirment, le Produit intérieur brut retrouvera son niveau d'avant-crise au dernier trimestre 2021, tant dans l'UE que dans la zone euro, soit un trimestre plus tôt qu'anticipé jusqu'ici.

R. E.

Pétrole

Le Brent à 75,80 dollars à Londres

Les prix du pétrole progressaient hier au lendemain d'une séance marquée par de nouveaux records suivis d'une forte baisse, les investisseurs attendant des signaux de l'Opep+ après l'échec du dernier sommet lundi. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait

75,80 dollars à Londres, en hausse de 1,70% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril de WTI pour le mois d'août gagnait 1,85%, à 74,73 dollars. La veille, le WTI et le Brent ont atteint leurs plus hauts 76,98 dollars et 77,84 dollars, des records depuis respectivement novembre 2014 et octobre 2018, avant de fortement refluer sous l'effet de prises de bénéfices. Le marché est secoué depuis jeudi dernier par les échecs successifs des négociations entre les membres de

l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés via l'accord Opep+, sur fond de désaccord entre les Emirats arabes unis et le reste du groupe. Abou Dhabi demande à ce que son volume de production de référence, arrêté comme les autres à la date d'octobre 2018, reflète davantage sa pleine capacité de production, de 600.000 barils quotidiens plus élevée, un traitement de faveur

qui lui a été refusé. L'analyste, Samuel Burman table sur un accord des vingt-trois "dans les semaines à venir", arguant que l'organisation avait toujours démontré "une capacité remarquable à trouver des compromis créatifs". Tout accord futur sera vraisemblablement calqué sur le plan initial visant à lever progressivement les quotas jusqu'à la fin de l'année", selon lui.

Samia Y.

France

Le déficit commercial en hausse en mai à 6,6 milliards d'euros

Le déficit commercial de la France a continué de se creuser en mai, pour atteindre 6,6 milliards d'euros, et se rapproche de son niveau historique de juin et juillet 2020 (-7,3 mds d'euros), ont annoncé hier les Douanes dans un communiqué. Ainsi, la progression des exportations françaises, entamée depuis juin 2020, «s'infléchit fortement» depuis début 2021. En mai, elles progressent de 0,1 milliard d'euros, à 94% de leur niveau moyen en 2019.

Quant aux importations, elles augmentent de 0,2 milliard d'euros, soit moins qu'en avril, où les Douanes observaient une hausse de 0,7 milliard. Elles attei-

gnent ainsi 98% de leur niveau de 2019. Le déficit énergétique continue aussi d'augmenter, à 2,9 milliards d'euros en mai 2021, un niveau néanmoins inférieur à avant la crise sanitaire, puisqu'il s'établissait à 3,7 milliards d'euros en moyenne en 2019, est-il précisé.

«En cumul sur 12 mois glissants, le déficit se maintient depuis deux mois à un niveau exceptionnellement haut de près de 70 milliards d'euros», résumant les Douanes.

Les Douanes relèvent par ailleurs que le solde des biens de consommation, en recul depuis quatre mois, interrompt sa dégradation pour atteindre un

niveau proche de l'avant crise. Les importations de ces biens stagnent en mai, et les exportations progressent faiblement.

Du côté des biens d'investissement, le déficit reste stable, à 2,7 milliards d'euros en mai 2021. Le déficit des biens intermédiaires atteint quant à lui un niveau historiquement haut, à 2,1 milliards d'euros. Il était orienté à la hausse depuis cinq mois, et avait déjà atteint la barre des 2 milliards en mars et en avril. «Les importations atteignent un niveau record de 13,5 milliards d'euros, tandis que les exportations se situent au-dessus de leur niveau moyen de 2019», expliquent les Douanes.

Concernant la balance des paiements, qui inclut les échanges de service, le déficit se creuse pour atteindre 2,3 milliards d'euros, après 2 milliards en avril, selon la Banque de France. L'excédent des services diminue en effet de 0,8 milliard d'euros, pour s'établir à 1,6 milliard d'euros en mai. Il avait déjà fondu ces derniers mois, notamment à cause de l'impact de la pandémie du Covid-19 sur le tourisme.

En revanche, le solde des biens s'améliore quelque peu «grâce à une réduction du déficit des biens hors énergie de 0,2 milliard d'euros», note la Banque de France.

N. T.

Rouverture partielle des frontières

L'accès au territoire national n'est soumis à aucune autorisation préalable

■ Désormais, «la réservation et l'achat de billets, ainsi que les frais de confinement relèveront uniquement des services commerciaux de la compagnie nationale (Air Algérie) ou des autres compagnies aériennes étrangères»...

Par Samy Y.

L'ambassade d'Algérie à Paris (France) a affirmé dans un communiqué, que l'accès au territoire national n'est soumis à aucune autorisation préalable, rappelant que la réservation et l'achat de billets relèveront uniquement des services commerciaux de la compagnie aérienne nationale Air Algérie.

«Il est porté à la connaissance des ressortissants algériens que, suite à la réouverture partielle des frontières et la reprise, depuis le 1^{er} juin 2021, des vols commerciaux, l'accès au territoire national n'est soumis à aucune autorisation préalable», a indiqué le communiqué.

Aussi, l'opération de rapatriement ayant pris fin le 28 février 2021, l'ambassade et les représentations consulaires en France «ne sont plus en charge de la gestion des opérations de



voyages transfrontaliers», souligne le communiqué.

Désormais, explique la même source, «la réservation et l'achat de billets, ainsi que les frais de confinement relèveront uniquement des services commerciaux de la compagnie nationale (Air Algérie) ou des autres compagnies aériennes étrangères,

lorsque des vols commerciaux, à destination de notre pays, leur sont programmés».

S'agissant des demandes de dispense de paiement de frais de confinement pour les catégories d'étudiants et des personnes âgées à faible revenu, les postes consulaires en France «continueront à assurer les opérations de

vérification de l'éligibilité de nos concitoyens à prétendre à cette mesure décidée par le président de la République», assure le document. «Il demeure entendu que cette opération ne signifie aucunement une réservation auprès de la compagnie Air Algérie», précise l'ambassade.

S. Y.

Cas d'intoxication sur une plage de Ténès

Les animaux à bord du navire indemnes de maladies

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a rassuré, dans un communiqué, que suite aux cas d'intoxication sur une plage de Ténès (wilaya de Chlef), les animaux à bord du navire mitoyen étaient indemnes de maladies. «Suite à l'incident survenu en date du 4 juillet 2021 au niveau de la plage

de Ténès (wilaya de Chlef), où certains citoyens se sont baignés dans des plages mitoyennes d'un navire transportant des animaux, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural tient à préciser qu'une mission d'inspection a été diligentée sur le site le lendemain de l'incident à indiqué le document. A cet effet, explique la

même source, «après vérification des animaux à bord du navire, le ministère de l'Agriculture rassure que ces derniers sont cliniquement indemnes de maladies et ne présentent aucun signe pouvant être rattaché à une quelconque maladie ou à un risque de contamination pour l'être humain». Le ministère a, par

ailleurs, rappelé que «le navire en provenance de Sète (France) a accosté au port de Ténès transportant des taurillons d'engraissement destinés aux wilayas de Chlef et d'Oran», ajoutant que «les documents sanitaires sont également en conformité avec l'état des animaux importés».

Lyes B.

Protection civile

Journée de sensibilisation sur les risques des inondations

La direction de la Protection civile de la wilaya de Constantine a organisé mardi dernier, une journée d'information et de sensibilisation des citoyens aux risques liés aux averses orageuses et saisonnières ainsi que les inondations durant l'été et l'automne.

Cette manifestation s'inscrit dans le cadre d'une campagne initiée par la direction générale de la Protection civile pour répandre la culture de la prévention chez les citoyens, a indiqué

le chef de service de prévention de la direction locale de la Protection civile, le capitaine Abderrahmane Lagraâ, en marge de cette journée tenue au Palais de la culture Mohamed Laïd Al Khalifa, en coordination avec les directions des ressources en eau et de l'environnement. «C'est une action anticipée en prévision des éventuelles inondations que la wilaya connaît habituellement suite aux orages provoquant une hausse du niveau de l'eau et des inonda-

tions susceptibles de causer des pertes humaines et des dégâts matériels», a précisé le même officier. Répandre la culture de la prévention est une nécessité, a encore estimé la même source, qui a appelé les citoyens à éviter de jeter les bouteilles et les sacs en plastique qui peuvent obstruer les avaloirs et causer des inondations.

La manifestation a donné lieu à la distribution de dépliants, détaillant les comportements à adopter face à ces phénomènes

naturels et à une exposition de matériels et équipements de secours utilisés par les sapeurs-pompiers lors des inondations et des infiltrations d'eau dans les habitations.

Des ateliers portant sur les premiers secours et une exhibition de la brigade des plongeurs ont été organisés à cette occasion qui a été marquée également par la présentation des bilans des années précédentes suite aux inondations.

Dans ce contexte, la même source a assuré que les services de la Protection civile n'ont pas enregistré l'année dernière d'interventions liées à des inondations. De son côté, le responsable de service de l'environnement urbain de la direction locale de l'environnement, Lilia Tarifa, a indiqué que 15 points noirs ont été recensés à travers la wilaya en vue de procéder, avec le concours d'entreprises publiques, à des actions de nettoyage préventif contre les risques d'inondations.

R. S.

Assia N.

Miqraâ Une plateforme électronique pour renforcer le processus d'apprentissage du Saint Coran

Un programme spécial a été élaboré pour la période estivale afin de renforcer le processus d'apprentissage et de récitation du Saint Coran à travers la plateforme numérique algérienne de récitation du Coran Miqraâ dédiée à cet espace éducatif, qui a été lancée en avril dernier. Selon ce qui figurait sur le site de Miqraâ, un «programme électronique visant à renforcer le processus de récitation du Saint Coran à travers des séances de mémorisation intensives», a été développé et ce, dans le cadre du Programme d'école coranique d'été.

Les personnes intéressées par ce programme sont appelées à mémoriser «un quart ou un huitième de hizb quotidiennement, à condition que les dispositions de la récitation soient maîtrisées, tandis que des épisodes sont consacrés à la révision et à la confirmation pour ceux dont la mémorisation dépasse la moitié du Saint Coran, où l'étudiant doit s'engager à réviser un hizb ou plus quotidiennement».

Le programme comprend également «des conférences scientifiques et des cycles de formation encadrés par certains membres du corps professoral sur la plateforme électronique au profit des étudiants et de la campagne du Saint Coran». Il est à noter que la plateforme électronique algérienne Miqraâ, est une plateforme relevant du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et s'adresse à ceux qui souhaitent apprendre le Saint Coran en le mémorisant et en le récitant, en Algérie ou à l'étranger selon les nouvelles technologies, et il est encadré par un groupe de cheikhs spécialisés ayant une grande expérience dans l'enseignement du Coran et de ses sciences. En plus de mémoriser le Saint Coran, corriger sa récitation et fixer sa mémorisation, cette Miqraâ électronique vise à découvrir et à nourrir les talents coraniques, à préparer les candidats et à les qualifier pour divers concours nationaux et internationaux.

Fateh M.

Ministère de la Justice

1 118 détenus ont décroché le BEM

Le nombre de détenus ayant décroché le Brevet d'enseignement moyen (BEM-session 2021) s'élève à 1 118 sur un total de 3 496 candidats ayant concouru aux épreuves, a indiqué un communiqué du ministère de la Justice. Les résultats des examens du BEM spécifiques à la catégorie des détenus pour la session de juin 2021, organisés par l'Office national des examens et concours (Onec) dans le cadre de la convention conclue entre les ministères

de la Justice et de l'Education nationale qui se sont déroulés au niveau de 46 centres d'examens des établissements pénitentiaires, révèlent que 1 118 détenus ont décroché le BEM sur un total de 3 496 candidats, soit un taux de réussite de 31,98%. Selon le communiqué, un total de 35 922 détenus poursuivent leurs études dans les différents cycles d'enseignement au titre de l'exercice 2020/2021, dont 28 917 inscrits à l'enseignement à distance, 52 à l'enseignement supé-

rieur et 6 953 poursuivent des cours d'alphabétisation. Le ministère a estimé que ces résultats «étaient un couronnement des efforts consentis tout au long de l'année par les détenus dans les différents cycles d'enseignement ainsi que les efforts des fonctionnaires relevant de la direction générale de l'administration pénitentiaire et des encadreurs, dont le nombre s'élève à 1 061 encadreurs», conclut le communiqué.

Festival de Cannes 2021

Ouverture d'une édition tant attendue

■ Le Festival de Cannes était ouvert mardi dernier sous un soleil de plomb et un grand ciel bleu. Cette manifestation qui reste un des événements les plus glamours de l'année a accueilli les stars dans une ambiance festive.

Ph/D. R.



Par Adéla S.

La cérémonie d'ouverture a, tout à la fois, célébré le grand retour du cinéma mondial en salles, récompensé l'actrice et réalisatrice Jodie Foster par une Palme d'Or d'honneur avant de donner le coup d'envoi à la 74^{ème} édition du Festival de Cannes. C'était un moment émouvant et symbolique pour celle qui, dès ses 13 ans, a monté les marches du Festival de Cannes pour son rôle

dans *Taxi Driver*. Au Festival, cette année, Jodie Foster revient dans *Désigné Coupable*, de Kevin Macdonald, où elle joue l'avocate d'un prisonnier de Guantanamo, campé par Tahar Rahim.

Le coup d'envoi officiel à l'édition 2021 du Festival de Cannes était donné par le réalisateur Bong Joon-ho, lauréat de la Palme d'Or pour *Parasite* en 2019, la dernière année où elle a pu être décernée avant la pandémie.

Le public était lui aussi au rendez-vous. Des milliers de personnes s'étaient rassemblées derrière les barrières, même s'ils étaient loin du tapis rouge. Ils voulaient tous voir le Festival international du film renaître après son annulation l'an dernier à cause de la crise sanitaire.

Avec le grand cinéaste Spike Lee aux commandes, par ailleurs premier réalisateur afro-américain à présider le jury cannois, des films exceptionnels restés en attente depuis un an seront pro-

jetés au long de cette événement qui se poursuit jusqu'au 17 du mois de juillet courant.

La compétition a officiellement commencé avec la projection d'un film d'ouverture en forme de feu d'artifice, *Annette*, opéra-rock signé d'un réalisateur, aussi culte que rare, Leos Carax, qui sort simultanément dans les salles françaises. Marion Cotillard et Adam Driver devant la caméra, les Sparks au scénario et à la musique, c'était l'affiche idéale pour ouvrir le fes-

tival, selon les présents.

Cette comédie musicale raconte l'histoire de Henry, humoriste provocateur à succès qui forme avec Ann, célèbre cantatrice, un couple people sous les feux de la rampe. La naissance de leur petite fille Annette va bouleverser leur vie. Suite à une tragédie, l'enfant acquière une voix exceptionnelle et devient l'outil de la vengeance de sa mère, alors que son père en fait une star internationale.

Leos Carax, sélectionné en 2020, a attendu un an pour présenter *Annette* au plus grand festival de cinéma du monde, annulé l'an dernier à cause de la pandémie du covid-19. Interprété par Marion Cotillard et Adam Driver, associée au groupe culte Sparks à la musique, la distribution est trop belle, avec une montée des marches de stars.

Il est à noter qu'un centre de dépistage éphémère a ouvert ses portes pour rassurer les professionnels du secteur qui craignent le Covid-19. «4 000 tests salivaires peuvent être réalisés chaque jour», précise les organisateurs.

A. S.

Maghreb Photography Awards

L'artiste visuel algérien Faouzi Louadah primé

L'artiste visuel algérien, Faouzi Louadah, a remporté plusieurs prix au Maghreb Photography Awards dont le Grand prix de la catégorie Architecture pour son œuvre *Stillness in Seraïdi 1*, prise à Annaba, a-t-on appris auprès de son agent artistique.

La photographie primée, une œuvre en noir et blanc, a été prise à l'hôtel El Mountazah, conçu par l'architecte Fernand Pouillon à Seraïdi dans la ville de Annaba.

L'artiste a également reçu la médaille d'argent dans la sous-

catégorie Bâtiments pour un autre cliché de cet hôtel et la médaille de bronze dans la catégorie Paysage urbain pour une photo d'un vieux immeuble de la ville d'Oran.

Le jury de la catégorie Documentaire : essai photographique a également attribué à Faouzi Louadah une mention honorable pour son cliché *Jeune fille au drapeau* immorta-

lisant une jeune fille brandissant l'emblème national sur un balcon.

Les œuvres primées sont issues d'une collection axée sur la photographie d'architecture, un projet pour lequel l'artiste, qui travaille dans cette spécialité depuis 2010, a sillonné de nombreuses villes du pays.

Diplômé de l'Ecole supérieure des beaux-arts d'Alger puis de l'Ecole d'art et de design

d'Angers (France), Faouzi Louadah a exposé ses œuvres en Algérie, en France et en Italie en plus de travailler comme conseiller en arts et designer d'intérieur, il intervient également comme assistant costumier dans l'industrie cinématographique.

Il a récemment fondé La capsule, un atelier d'art visuel installé à Alger.

M. K.

Maison de la culture Kadi Mohamed à Béchar

Reprise des activités artistiques

La Maison de la culture de Béchar Kadi Mohamed a repris ses activités culturelles et artistiques, après une année de gel due à la pandémie du Covid-19, à la faveur d'un programme de représentations artistique et musicale, a-t-on appris mardi dernier des responsables de cette structure culturelle.

Ce programme, étalé sur toute la saison estivale et dans des conditions particulières imposées par la conjonction

situation, prévoit des activités à «ciel ouvert» à travers les communes de Béchar, Kenadza, Béni Unif, Lahmar et Taghit, en plus des zones d'ombre relevant des localités de Rosf Ettayba et Oued Lakhdar, a indiqué le responsable de la Maison de la culture, Amari Hamdani. Des spectacles de danses locales, à savoir houbi et haydouss, très appréciés par les habitants de ces régions, figurent aussi dans ce programme qui sera mis à jour

chaque quinzaine avec la participation d'artistes de différents horizons et genres musicaux dans le but de leur promotion afin de permettre au public de connaître leurs dernières créations artistiques, a-t-il signalé.

Ce programme culturel entamé récemment, porte sur des soirées musicales animées par des artistes et groupes musicaux locaux, ainsi que des spectacles pour enfants, a fait savoir Hamdani.

L. B.

Décès de l'artiste Mohamed Adjla Le défunt inhumé au cimetière de Tberkat

L'artiste Mohamed Adjla, décédé des suites d'une longue maladie, a été inhumé mardi soir au cimetière de Tberkat (Tamanrasset), en présence de ses proches et des autorités locales.

L'une des figures de la culture targuie authentique et un de ses grands passionnés, Mohamed Adjla est né en 1938 dans la commune d'Idelès (Tamanrasset) et s'est fait une réputation dans la poésie en langue targuie.

Des poèmes qu'il a commencés à écrire très jeune dès l'âge de 12 ans, avant de participer à diverses manifestations culturelles nationales en digne représentant de l'Ahaggar, et de fonder une association de sauvegarde du patrimoine local authentique, entre la poésie targuie et l'imzad.

Considéré comme l'un des porte-drapeau du patrimoine immatériel de l'Ahaggar, il a grandement contribué à faire connaître l'art targuie authentique. Il été honoré par la ministre de la Culture lors de sa dernière visite à la wilaya de Tamanrasset.

«La région de l'Ahaggar et l'Algérie entière perdent en Mohamed Adjla une sommité culturelle ayant eu une large contribution à la préservation de l'identité du peuple algérien», a dit à son sujet, le directeur du Parc culturel national de l'Ahaggar, Mahmoud Amerzagh.

F. H.

Agend'Art

Théâtre national algérien
Du 11 au 15 juillet :
Présentation de la pièce de théâtre *La rue des hypocrites*

Librairie Point Virgule
10 juillet à partir de 14h :
L'écrivain Amine Kherbi présente son dernier ouvrage *Sur le toit du monde-Chroniques américaines*



Afghanistan

Les taliban attaquent une première grande ville

■ Les taliban ont lancé hier leur première offensive contre une capitale provinciale d'Afghanistan, Qala-i-Naw, depuis le début en mai de leur campagne tous azimuts contre les forces afghanes, déclenchée à la faveur du retrait des troupes américaines du pays, désormais quasiment terminé.

Par Mourad M.

Quelques heures après que l'armée américaine ait annoncé avoir achevé «à plus de 90%» son retrait d'Afghanistan, les taliban, qui se sont emparés, depuis mai, de vastes portions rurales du territoire et rapprochés de plusieurs grandes villes, sont entrés hier matin dans Qala-i-Naw, capitale de la province de Badghis (nord-ouest).

«Il faut le reconnaître, la guerre fait rage et nous sommes dans une situation militaire très délicate», a indiqué le ministre afghan de la Défense, Bismillah Mohammadi, dans un communiqué publié peu après.

«Mais ce n'est pas la première fois que l'Afghanistan vit des moments difficiles» et «je veux tous vous rassurer, nos forces

nationales useront de toute leur puissance et leurs ressources pour défendre notre patrie et notre peuple», a-t-il ajouté.

Fusil d'assaut sur l'épaule et poitrine bardée de chargeurs, le gouverneur de Badghis, Hessamuddin Shams, a assuré dans une vidéo publiée sur Facebook que «toutes les forces de sécurité défendent la ville» et que «l'ennemi a subi des pertes et est défait», alors que résonnaient derrière lui des tirs nourris.

Il a aussi affirmé, à la mi-journée, dans un message audio à l'AFP, que les taliban «se retireraient» de Qala-i-Naw.

Dans la matinée, il avait annoncé que «l'ennemi est entré dans la ville, tous les districts (alentour, Ndlr) sont tombés, les combats ont commencé en ville».

Le chef du conseil provincial

de Badghis, Abdul Aziz Bek, a affirmé, hier à l'AFP, que «la nuit dernière, des responsables des services de sécurité de la province se sont rendus aux taliban et ces derniers étaient en ville ce (hier) matin».

Membre du conseil provincial, Zia Gul Habibi, a indiqué hier après-midi à l'AFP que «la situation s'est stabilisée puisque la ville ne tombe pas» aux mains des taliban. «Mais les taliban sont toujours à l'intérieur de la ville et des avions et des hélicoptères frappent les positions» des insurgés en ville, a-t-elle ajouté.

«Tout le monde était terrifié dans la matinée quand les gens ont entendu que les taliban étaient entrés en ville. On a rapidement entendu des tirs et des explosions», a raconté à l'AFP, Aziz Tawakoli, un habitant de Qala-i-Naw.

«Désormais, les explosions sont audibles au loin, des hélicoptères et avions survolent la ville et frappent parfois des endroits de la ville», a-t-il ajouté.

Parallèlement hier, des délégations du gouvernement afghan et des taliban se sont rencontrées à Téhéran, a annoncé le ministère iranien des Affaires étrangères, après des mois de négociations au point mort au Qatar.

«Aujourd'hui, le peuple et les dirigeants d'Afghanistan doivent prendre des décisions difficiles pour l'avenir de leur pays», a souligné le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, à l'ouverture des discus-



PH. > D. R.

sions, en saluant le départ américain du territoire de son voisin de l'Est.

Le porte-parole des taliban, Zabihullah Mujahid, a confirmé qu'une «délégation de haut niveau» s'était rendue en Iran «à l'invitation officielle» de Téhéran pour y rencontrer des «personnalités afghanes» et discuter de «la situation actuelle du pays et trouver des solutions via des pourparlers».

Entamé en mai, le retrait des troupes américaines a été mené tambour battant, malgré l'avancée inexorable des taliban et le recul des forces afghanes, désormais privées du crucial appui aérien américain.

Les forces américaines et de l'Otan avaient évacué la semaine passée la base aérienne de Bagram, au nord de Kaboul, plus importante installation militaire de la coalition en Afghanistan et centre névralgique de ses opérations sur place depuis l'entrée des troupes américaines dans la foulée des attentats du 11 sep-

tembre 2001.

Le retrait définitif de l'armée américaine sera terminé d'ici la fin août, selon la Maison-Blanche. Il mettra un point final à 20 ans d'intervention américaine dans le pays, la plus longue guerre menée par les Etats-Unis dans leur histoire.

Les taliban avaient brièvement tenté en juin d'attaquer Kunduz, capitale de la province du même nom dans le nord du pays. Mais l'entrée des taliban dans Qala-i-Naw va certainement porter un nouveau coup au moral - déjà considérablement affaibli - des forces afghanes, selon les analystes.

La prise de Qala-i-Naw par les talibans serait «un succès stratégique, car cela aura un effet psychologique sur les forces afghanes qui perdent du terrain rapidement, comme des dominos face à une force inarrêtable», explique Nishank Motwani, chercheur spécialisé sur l'Afghanistan.

M. M.



Commentaire

Éparpillement

Par Fouzia Mahmoudi

Si à droite et chez les Verts de nombreux candidats à la présidentielle se sont déjà déclarés, certains pour la course à l'Elysée et d'autres pour des élections primaires, chez les socialistes l'on ne se bousculent pas. En effet, peu de cadres du PS sont restés après la razzia d'Emmanuel Macron en 2016 et 2017 et ceux qui sont demeurés fidèles manquent de popularité. Seule peut-être à sortir du lot, Anne Hidalgo, la maire de Paris qui s'est facilement fait réélire il y a une année. Sera-t-elle néanmoins capable de convaincre hors Paris, là reste la question. Pour éviter un des candidatures à gauche à la présidentielle, plusieurs collectifs de citoyens réclament une primaire entre les prétendants de tous les partis. Pour l'instant, l'idée n'a pas convaincu, à commencer par l'édile parisienne. «Personnellement, je ne suis pas favorable à un système de primaire à la française», a-t-elle expliqué cette semaine. «Aux Etats-Unis, le système des primaires est intégré au processus électoral, à droite comme à gauche, chez les républicains comme chez les démocrates. Ce n'est pas du tout, le cas chez nous», a-t-elle justifié. «La présidentielle et les législatives qui arrivent sont des élections qui doivent rassembler les Français, pas simplement un parti politique», a-t-elle poursuivi. De leur côté, les écologistes ont prévu une primaire en septembre pour désigner leur candidat. «C'est très bien qu'il y ait des processus dans les partis qui l'ont décidé, mais je crois aussi qu'il faut débattre devant la population tout entière», a souligné la maire PS de la capitale. Anne Hidalgo compte profiter de l'été pour avancer sa candidature. La socialiste a notamment prévu de réunir des élus à Villeurbanne le 12 juillet prochain, une sorte de première «démonstration de force», où de premières idées du projet seront dévoilées. «Dans neuf mois, il y aura une élection majeure, et je crois que c'est le moment de commencer à faire des propositions», a-t-elle expliqué. Selon RTL, une dizaine de maires de grandes villes vont également signer une tribune pour soutenir sa candidature. L'édile ne devrait pour autant pas officialiser son ambition tout de suite, «c'est encore un peu tôt», mais Hidalgo prévient déjà qu'elle veut «essayer de rassembler, de poser un diagnostic et de proposer des solutions». Reste à voir si les exigences de la mairesse correspondent avec ses capacités de mobilisation, le dernier candidat socialiste à la présidentielle ayant réalisé le score de 6%. Car si elle a prouvé qu'elle était capable de séduire, en remportant avec une large avance la dernière élection municipale, elle devra faire ses preuves sur le terrain dans des régions en France ou le «parisienisme» est plutôt mal vu. Macron lui-même ne s'y trompe pas, ayant débuté il y a quelques semaines une tournée dans la «France profonde» pour séduire ces Français qui votent. Sur tout, il reste encore 10 mois avant le premier tour de la présidentielle et d'ici là, un nouveau candidat de gauche peut encore apparaître et s'imposer parmi les socialistes.

F. M.

Accord sur le nucléaire iranien

Américains et Européens inquiets

Américains et Européens ont exprimé mardi dernier leur inquiétude face à la décision de Téhéran de s'affranchir un peu plus de ses engagements en matière nucléaire, ce qui compromet encore les efforts pour sauver l'accord international de 2015.

L'Agence internationale de l'énergie atomique a fait savoir, dans un rapport consulté par l'AFP, que l'Iran comptait «produire de l'uranium métal avec un taux d'enrichissement de 20%», en violation de ses engagements internationaux.

«Les opérations ont commencé», a confirmé le représentant de l'Iran auprès de l'agence onusienne, Kazem Gharibabadi, cité par l'agence iranienne Irna, en assurant que celles-ci visaient à améliorer «la production de produits pharmaceutiques».

Mais les occidentaux craignent que, sous couvert de recherches scientifiques, l'Iran ne cherche à se doter de l'arme

atomique. «C'est inquiétant que l'Iran ait choisi l'escalade avec des expériences qui ont de l'intérêt pour la recherche d'armes nucléaires», a commenté le porte-parole du département d'Etat, Ned Price, lors d'un point-press, en l'appelant à mettre un terme à cette «provocation».

«L'Iran n'a aucun besoin civil crédible de poursuivre des activités de production ou de R&D sur l'uranium métal, qui constitue une étape clé du développement d'une arme nucléaire», ont renchéri les ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, en faisant part dans un communiqué commun de leur «grande préoccupation».

Après de longues et après négociations, ces cinq pays, ainsi que la Chine et la Russie, avaient conclu, en 2015 à Vienne, un accord sur le programme nucléaire de Téhéran.

Il offrait à l'Iran un allègement des sanctions occidentales et

onusiennes en échange de son engagement à ne jamais se doter de l'arme atomique, et d'une réduction drastique de son programme nucléaire, placé sous un strict contrôle de l'ONU.

Mais cet accord a été torpillé en 2018 par la décision de l'ex-président américain, Donald Trump, de s'en retirer et de rétablir les sanctions américaines. En riposte, l'Iran a renoncé à une partie de ses engagements.

A son arrivée à la Maison-Blanche en janvier, Joe Biden a annoncé son intention de revenir dans cet accord et des négociations ont repris en avril dans la capitale autrichienne entre les pays signataires pour définir le cadre de ce retour.

Mais en février, Téhéran a imposé des restrictions aux vérifications menées par l'AIEA et a débuté la production d'uranium métal à des fins de recherche, un sujet sensible, car cette matière peut être utilisée dans la fabrication d'armes nucléaires.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Justice

Le procès en appel de l'islamologue Djabelkhir reporté au 20 septembre

Le procès en appel de l'islamologue, Saïd Djabelkhir, condamné pour offense aux préceptes de l'islam, a été reporté au mercredi 20 septembre prochain en raison de l'absence des plaignants. Le juge près le tribunal de Sidi M'hamed avait condamné, en avril dernier, Djabelkhir à 3 ans de prison ferme assorti d'une amende de 50 000 DA. La plainte avait été déposée, pour rappel, contre Saïd Djabelkhir par un enseignant universitaire spécialiste en sécurité électronique à l'université de Sidi Bel Abbès.

Cour d'Alger : Le procès en appel de l'ancien wali de Tipasa reporté au 28 juillet

La première chambre correctionnelle de la cour d'Alger a reporté au mercredi 28 juillet, le procès en appel de l'ancien wali de Tipasa, Mustapha Layadhi poursuivi dans une affaire de corruption et condamné à une peine de 4 ans de prison ferme assortie d'une amende de 1 million de DA. Dans la même affaire, l'ancien directeur des Domaines de la wilaya de Tipasa, Ali Bouamrirane, a été condamné en première instance à deux ans de prison ferme et à une amende de 1 million de DA, avec gel de ses comptes financiers et bancaires. L'ancien conservateur foncier de

la wilaya de Tipasa, Ismaïl Korichi, a été, quant à lui, acquitté des griefs retenus contre lui dans cette affaire, tandis que les propriétaires du groupe Attia Electronics (les frères Bachir, Hamid Lyes et Souhail) ayant bénéficié d'indus avantages, ont été condamnés à une peine de deux ans de prison ferme, assortie d'une amende de 1 million de DA avec la confiscation de leur biens et contrats. Le tribunal de Sidi M'hamed avait aussi prononcé la non-éligibilité pour une durée de cinq ans des accusés Layadhi et Bouamrirane, lesquels ont été condamnés à verser 100 000 DA à titre de dédommagement pour les pertes infligées au Trésor public. Les accusés ont été poursuivis pour octroi d'indus avantages en violation de la législation et de la réglementation en vigueur, dilapidation de biens publics, abus de fonction, trafic d'influence et bénéfice d'avantages indus lors de la passation de marchés en usant de l'influence d'agents dans différentes instances. Les frères Attia ont bénéficié, en complaisance avec l'ancien directeur des Domaines de Tipasa, de plusieurs avantages dont un contrat de concession de 33 ans d'un terrain d'une superficie de 10 000 m² dans la zone d'expansion touristique de Tipasa.

Akila G.

Foot / Coupe de la Confédération / Finale JSK-Raja

«350 supporters autorisés à se déplacer à Cotonou»

Au moins 350 supporters pourront assister à la finale de la Coupe de la Confédération de football, samedi entre la JS Kabylie et le club marocain du Raja Casablanca, à Cotonou (20h00), a appris l'APS hier auprès de la formation kabyle.

«Nous avons reçu officiellement l'autorisation des autorités pour permettre à 350 supporters, ou même plus, à se déplacer à Cotonou pour soutenir la JSK lors de cette finale. Il y aura un avion qui va s'envoler samedi (10h25, ndr), soit le jour du match. Ce nombre de supporters sera peut-être revu à la hausse, avec l'affrètement d'un deuxième appareil», a indiqué le directeur général de la SSPA, Nassim Benabdarrahmane. La JSK a validé son billet pour sa première finale continentale depuis 2002, en battant les Camerounais de Coton Sport (3-0), à Alger. Au match aller, les Canaris se sont aussi imposés 2-1 à Yaoundé. De son côté, le Raja Casablanca, reversé en Coupe de la Confédération après son élimination en 16^e de finale de la Ligue des champions, a sorti les Egyptiens de Pyramids FC (aller : 0-0, retour : 0-0, aux t.a.b : 5-4).

«Les billets sont en vente actuellement au niveau du Touring voyages Algérie au prix de 145 000 DA. Il s'agit d'un pack

qui comprend le billet d'avion, le transfert aéroport-stade-aéroport et une assurance voyage individuelle, entre autres», a-t-il ajouté. Tous les supporters devront passer un test PCR à l'aéroport de Cotonou au prix de 85 euros, qui sera à la charge de chaque supporter, précise le Touring voyages Algérie dans un communiqué publié sur la page officielle Facebook de la JSK.

Le pack comprend également un confinement de cinq nuits pour chaque supporter dans un hôtel à Tizi Ouzou, en pension complète, en plus d'un test PCR anti-Covid, au retour de Cotonou.

R. S.

C'est la canicule



Loumis

Djalou@hotmail.com

Malaises sur une plage de Ténès

A l'origine, du chlore désinfectant déversé en mer par la commune...

■ Les résultats des analyses menées sur des prélèvements d'échantillons d'eau de mer de cette plage ont prouvé sa concentration en chlore désinfectant due à l'utilisation intensive de cette substance par les services de la commune dans le traitement des eaux d'Oued Boufssoussa qui se déversent dans la mer...

Par Slim O.

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a révélé que les analyses menées sur des prélèvements d'échantillons d'eau de mer d'une plage de la commune de Ténès (wilaya de Chlef) suite à l'intoxication et aux malaises ressentis par des estivants ont prouvé sa concentration en chlore désinfectant, a indiqué hier un communiqué du ministère.

«Sur la base des résultats des enquêtes biologiques menées suite aux cas d'intoxication enregistrés sur une plage de la commune de Ténès, relevant territorialement de la wilaya de Chlef, le ministè-

re de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire informe l'opinion publique que les résultats des analyses menées sur des prélèvements d'échantillons d'eau de mer de cette plage ont prouvé sa concentration en chlore désinfectant, due à l'utilisation intensive de cette substance par les services de la commune dans le cadre du traitement des eaux d'Oued Boufssoussa qui déverse dans la mer, dans le cadre de l'entretien de l'environnement et de la prévention contre les maladies à transmission hydrique.

Le ministère a rappelé que toutes les victimes se sont rétablies, soulignant que les autorités locales ont pris toutes les mesures préventives pour s'as-

surer de la salubrité des eaux et garantir la sécurité des estivants, avant l'ouverture immédiate de la plage, ajoute-t-on de même source.

Dimanche dernier, 193 estivants ont été victimes de malaises sur une plage de Ténès présentant, entre autres symptômes, une forte toux, une rougeur des yeux et des difficultés respiratoires, ce qui a nécessité leur évacuation à l'hôpital. Le responsable de la prévention à la direction locale de la santé et de la population de la wilaya de Chlef, a affirmé que toutes les victimes ont quitté l'hôpital à l'exception de sept qui ont passé la nuit et sont rentrés chez eux lundi matin après avoir reçu les soins nécessaires.

S. O.

Béjaïa

Des jeunes de Tamridjt réclament l'aménagement d'un stade

Plusieurs jeunes issus de la commune de Tamridjt (daïra de Souk El Tenine) se sont rassemblés hier devant le siège de la wilaya afin d'exprimer leur colère face au retard enregistré dans la réalisation des infrastructures sportives de la commune dont le stade de proximité qui devait être aménagé en 2019. Les protestataires exigent l'entame des travaux de cette infrastructure sportive. Pour se faire comprendre, les mécontents ont accroché des banderoles et des pancartes sur le portail principal de la wilaya sur lesquels ont été portés les revendications et slogans tels que : «On demande une commission d'enquête», «La jeunesse

de Tamridjt réclame son stade de proximité», «Nous demandons l'intervention urgente du wali». Sur les pancartes, il est écrit aussi : «La Jeunesse en colère», «Pourquoi les fausses promesses», «Nous demandons une intervention urgente», «Y en a marre des fausses promesses» et aussi, «Pourquoi la marginalisation». Il faut rappeler que le projet s'est heurté à une opposition d'un citoyen prétendant être le propriétaire du terrain sur lequel devait être implanté le projet et l'affaire est introduite en justice par l'APC qui a eu gain de cause, mais le projet est toujours bloqué puisque l'entreprise n'a pas pu être installée et débuter les travaux alors que toutes les

procédures ont été accomplies, ceci devant l'insistance des opposants à refuser que le projet soit implanté sur le terrain en question. Les mécontents ont exigé hier le déblocage du projet. Notons que les membres de deux familles de commerçants ayant exercé pendant de longues années au marché couvert de la commune d'Aokas ont observé hier un sit-in devant le siège de l'APC d'Aokas afin de protester contre leur exclusion du centre après le décès de leurs parents. Ils demandent la reprise des espaces affectés à leurs parents et la poursuite de leurs activités, ceci en leur transférant les locaux.

H. Cherfa